



# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2025

JCDecaux

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2025</b>	<b>3</b>
	Communiqué financier des résultats semestriel 2025 .....	3
	Faits marquants du premier semestre 2025 .....	11
	Perspectives .....	12
	Transactions avec les parties liées .....	12
	Facteurs de risques .....	13
<b>2</b>	<b>COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS – S1 2025</b>	<b>20</b>
	Comptes consolidés intermédiaires résumés .....	20
	Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés .....	26
<b>3</b>	<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE</b>	<b>36</b>

## COMMUNIQUÉ FINANCIER DES RÉSULTATS SEMESTRIEL 2025

### Résultats solides portés par le digital et par notre empreinte géographique unique

Paris, le 31 juillet 2025

#### Croissance solide du chiffre d'affaires

- › **+3,4 %** croissance du chiffre d'affaires publié à 1 868,3 millions d'euros au premier semestre, **+3,3 %** en croissance organique
- › **+1,6 %** croissance organique au deuxième trimestre, environ **+3 %** hors Euro UEFA 2024 et Jeux Olympiques de Paris, un deuxième trimestre record
- › **+12,2 %** croissance du chiffre d'affaires digital au premier semestre 2025, représentant près de **40 %** du chiffre d'affaires du Groupe

#### Fort levier opérationnel

- › **+17,6 %** marge opérationnelle, à 307,4 millions d'euros
- › **75,8 %** taux de conversion du chiffre d'affaires (conversion de l'augmentation du chiffre d'affaires en marge opérationnelle)
- › **+11,6 %** résultat d'exploitation avant charge de dépréciation à 125,6 millions d'euros, **+114,7 %** hors éléments non récurrents
- › **+10,7 %** capacité d'autofinancement

**Guidance T3 2025** : croissance organique du chiffre d'affaires attendue légèrement négative « *low single digit* », compte tenu d'un impact d'environ 410 points de base des Jeux Olympiques de Paris 2024 et de l'Euro UEFA. Par rapport à 2023, la croissance organique est attendue « *high single digit* ».

Tous les indicateurs alternatifs de performance ci-dessus (chiffre d'affaires, croissance organique, marge opérationnelle, résultat d'exploitation, capacité d'autofinancement) sont définis dans les annexes.

Commentant les résultats semestriels 2025, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Grâce à notre modèle OOH premium global, unique et bien diversifié, nous avons enregistré au premier semestre 2025 une croissance solide de notre chiffre d'affaires et une forte augmentation de nos indicateurs de performance opérationnelle dans un environnement macroéconomique et géopolitique difficile et incertain.

La croissance organique de notre chiffre d'affaires a atteint +3,3 % au premier semestre 2025, malgré une baisse à un chiffre (« *mid single digit* ») en Chine, dont une croissance de +1,6 % au deuxième trimestre, en ligne avec nos prévisions, affectée par un effet de comparaison négatif d'environ 150 points de base dû à l'Euro UEFA 2024 et aux Jeux Olympiques de Paris. En DOOH (Digital Out of Home), qui est le segment des médias qui croît le plus rapidement, notre chiffre d'affaires a augmenté de +12,2 % et représente désormais environ 40 % de notre chiffre d'affaires total, avec une augmentation substantielle de +25,2 % de notre chiffre d'affaires programmatique qui représente désormais 10,1 % de notre chiffre d'affaires digital.

Grâce à la croissance de notre chiffre d'affaires et à notre contrôle continu des coûts, y compris grâce à des ajustements de nos conditions contractuelles, en particulier en Chine, nous avons réalisé une croissance à deux chiffres des indicateurs opérationnels clés.

Notre marge opérationnelle a augmenté de +17,6 %, pour atteindre 16,5 % du chiffre d'affaires, soit une amélioration significative de 200 points de base d'une année sur l'autre, mettant en évidence notre fort levier opérationnel. 75,8 % de la croissance du chiffre d'affaires a ainsi été convertie en hausse de la marge opérationnelle. Notre résultat d'exploitation avant charge de dépréciation a progressé de +11,6 % à 125,6 millions d'euros, notre résultat d'exploitation hors éléments non récurrents a bondi de +114,7 % et notre capacité d'autofinancement a progressé de +10,7 %.

En ce qui concerne le troisième trimestre, nous prévoyons désormais une croissance organique légèrement négative (« *low single digit* »), compte tenu d'un effet de comparaison négatif d'environ 410 points de base lié aux Jeux Olympiques de Paris 2024 et à l'Euro UEFA et de l'absence d'amélioration des ventes attendues en Chine. Cependant, par rapport à 2023, la croissance organique est attendue en hausse à un chiffre élevé (« *high single digit* »).

Enfin, nous tenons à remercier sincèrement nos équipes pour leur engagement sans faille et travail remarquable, ainsi que nos clients et partenaires pour leur confiance continue. »

Suite à l'adoption de la norme IFRS 11 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et de la norme IFRS 16 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, **les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-dessous sont ajustés principalement pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11, pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules). Veuillez vous référer au paragraphe « Indicateurs alternatifs de performance » à la page 8 du présent communiqué pour la définition des indicateurs alternatifs de performance et le rapprochement avec les IFRS conformément aux instructions de l'AMF.**

Tous les commentaires et chiffres ci-dessous se rapportent à des indicateurs alternatifs de performance, sauf lorsqu'ils sont indiqués avec un intitulé IFRS.

Les valeurs indiquées dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou des calculs des variations peut différer, bien que dans une mesure négligeable, des valeurs déclarées.

## Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires Groupe <sup>(1)&(2)</sup> a augmenté de +3,4 % au premier semestre 2025, +3,3 % en organique, pour atteindre 1 868,3 millions d'euros. Le digital ou DOOH (*Digital Out of Home*) a fortement progressé avec une croissance organique de +12,2 % et représente désormais près de 40 % de notre chiffre d'affaires total, avec notamment une croissance de +25,2 % du chiffre d'affaires programmatique.

Notre performance au deuxième trimestre 2025 a été robuste, alors que la communication extérieure a continué de gagner des parts de marché dans un contexte d'incertitudes économiques et politiques. Notre chiffre d'affaires Groupe progresse de +1,6 % en organique, affecté par un effet de comparaison négatif d'environ 150 points de base lié à l'Euro UEFA 2024 et aux Jeux Olympiques de Paris.

Notre clientèle reste très diversifiée, nos 10 principaux clients représentant moins de 13 % de notre chiffre d'affaires total.

### CHIFFRE D'AFFAIRES DIGITAL

Concernant le Digital Out of Home (DOOH), le segment des médias qui croît le plus rapidement, notre chiffre d'affaires a progressé de +12,2 % au premier semestre 2025, représentant 39,6 % du chiffre d'affaires du Groupe et atteignant 40,0 % au T2, soit une forte augmentation de 2,8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Nous avons poursuivi le déploiement sélectif d'écrans digitaux sur des emplacements premium ainsi que le développement de nos services liés à la data et de nos capacités programmatiques.

- **Le chiffre d'affaires publicitaire programmatique** via la plateforme SSP (*Supply Side Platform*) VIOOH, qui constitue principalement une source de revenus incrémentaux provenant de campagnes dynamiques innovantes alimentées par la data et de nouveaux annonceurs, a augmenté de +25,2 % au premier semestre 2025 pour atteindre 74,7 millions d'euros soit 10,1 % de notre chiffre d'affaires digital. L'écosystème DOOH programmatique a continué à se développer, porté par le dynamisme et le nombre croissant de DSP (*Demand Side Platforms*) connectées à VIOOH, la plateforme SSP la plus connectée de l'industrie de la communication extérieure avec 52 DSP connectées, désormais active dans 34 pays, dont Displayce, une DSP connectée dans 88 pays.

### CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

Toutes les activités ont progressé au premier semestre 2025.

En organique, le Mobilier Urbain a progressé de +4,3 %, dont +3,6 % au T2, avec une dynamique toujours solide, le Transport a progressé de +3,2 %, dont +0,8 % au T2, reflétant une solide croissance hors Chine et l'Affichage a été stable à +0,0 % au S1 dont -3,7% au T2.

	S1				T2			
	2025 (m€)	2024 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.	2025 (m€)	2024 (m€)	Croissance publiée	Croissance org.
Mobilier Urbain	952,0	917,8	+3,7 %	+4,3 %	529,4	517,1	+2,4 %	+3,6 %
Transport	658,3	633,9	+3,9 %	+3,2 %	343,4	345,7	-0,7 %	+0,8 %
Affichage	258,0	255,9	+0,8 %	+0,0 %	137,5	143,3	-4,1 %	-3,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 868,3</b>	<b>1 807,6</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>+3,3 %</b>	<b>1 010,3</b>	<b>1 006,1</b>	<b>+0,4 %</b>	<b>+1,6 %</b>

#### • Mobilier urbain

Le chiffre d'affaires semestriel a progressé de +4,3 % en organique (+3,7 % à 952,0 millions d'euros en données publiées), avec une dynamique commerciale toujours solide malgré un niveau élevé d'incertitudes macroéconomiques. L'Amérique du Nord et le Reste du Monde ont connu une croissance à deux chiffres, tandis que la France a été solide avec une croissance à un chiffre « *mid single digit* », malgré une base de comparaison élevée liée aux Jeux Olympiques de Paris 2024.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a progressé de +3,6 % en organique (+2,4 % à 529,4 millions d'euros en données publiées). L'Amérique du Nord a connu une croissance à deux chiffres et la France à un chiffre « *high single digit* ».

#### • Transport

Le chiffre d'affaires semestriel a progressé de +3,2 % en organique (+3,9 % à 658,3 millions d'euros en données publiées) d'une année sur l'autre. L'Amérique du Nord a connu une croissance à deux chiffres, tandis que le Reste de l'Europe et le Reste du Monde ont connu une croissance à un chiffre « *high single digit* ».

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre a progressé de +0,8 % en organique (-0,7 % à 343,4 millions d'euros en données publiées) d'une année sur l'autre, affecté par le recul en Chine et une base de comparaison élevée pour la France et le Royaume-Uni. L'Amérique du Nord et le Reste du Monde ont connu une croissance à deux chiffres.

Le Transport est resté affecté par le faible niveau d'activité par rapport à la période pré-Covid en Chine qui a connu sur un an une baisse à un chiffre « *mid single digit* » au premier semestre 2025.

#### • Affichage

Le chiffre d'affaires semestriel a été stable d'une année sur l'autre sur une base organique (+0,8 % à 258,0 millions d'euros en données publiées), principalement affecté par des comparables élevés en France et au Royaume-Uni, tandis que l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont enregistré une solide croissance à un chiffre « *high single digit* ».

Le chiffre d'affaires du T2 a baissé de -3,7% en organique (-4,1 % à 137,5 millions d'euros en données publiées) d'une année sur l'autre.



## CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

L'Amérique du Nord et le Reste du Monde ont été les zones géographiques à la croissance la plus élevée au premier semestre 2025. Le Royaume-Uni a reculé de 2,9 % sur un an impacté par une base de comparaison élevée (+29,8 % de croissance organique au S1 2024). L'Asie-Pacifique a progressé de +1,3 % en organique, malgré une baisse à un chiffre « *mid single digit* » en Chine qui représente désormais 10 % de notre chiffre d'affaires total comparé à 18% pré-Covid.

	S1 2025 (m€)	S1 2024 (m€)	Croissance publiée	Croissance organique
Reste de l'Europe	562,7	542,2	+3,8%	+3,8%
Asie-Pacifique	395,3	387,1	+2,1%	+1,3%
France	328,1	318,7	+2,9%	+2,7%
Reste du Monde	248,4	236,7	+5,0%	+6,8%
Royaume-Uni	192,3	195,1	-1,4%	-2,9%
Amérique du Nord	141,5	127,9	+10,6%	+11,8%
<b>TOTAL</b>	<b>1 868,3</b>	<b>1 807,6</b>	<b>+3,4 %</b>	<b>+3,3%</b>

## Analyse des principaux indicateurs financiers du premier semestre 2025

Grâce à la solide croissance de notre chiffre d'affaires et à notre contrôle continu des coûts, y compris des conditions contractuelles ajustées, en particulier en Chine, nous avons réalisé une croissance à deux chiffres de nos indicateurs opérationnels clés : marge opérationnelle +17,6 %, résultat d'exploitation avant charge de dépréciation +11,6 % (+114,7 % hors éléments non récurrents) et capacité d'autofinancement +10,7 %.

### MARGE OPÉRATIONNELLE <sup>(3)</sup>

Notre marge opérationnelle a augmenté de +17,6 %, avec une amélioration du taux de marge dans nos trois activités, soulignant notre fort levier opérationnel puisque 75,8 % de l'augmentation du chiffre d'affaires a été convertie en marge opérationnelle additionnelle.

Au premier semestre 2025, notre marge opérationnelle a progressé de 46,0 millions d'euros pour s'établir à 307,4 millions d'euros (261,4 millions d'euros au S1 2024), soit une hausse de +17,6 % sur un an, bien supérieure à la croissance du chiffre d'affaires. Le taux de marge opérationnelle, en pourcentage du chiffre d'affaires, a atteint 16,5 %, soit +200 points de base par rapport à l'année précédente, avec des marges en hausse dans les trois segments d'activité.

	S1 2025		S1 2024		S1 2025 VS S1 2024	
Marge opérationnelle	m€	% du CA	m€	% du CA	m€	Taux de marge (pb)
Mobilier urbain	216,5	22,7 %	198,8	21,7 %	+17,6	+100 pb
Transport	62,9	9,6 %	36,8	5,8 %	+26,1	+380 pb
Affichage	28,1	10,9 %	25,8	10,1 %	+2,3	+80 pb
<b>TOTAL</b>	<b>307,4</b>	<b>16,5 %</b>	<b>261,4</b>	<b>14,5 %</b>	<b>+46,0</b>	<b>+200 PB</b>

**Mobilier Urbain** : Au premier semestre 2025, la marge opérationnelle a progressé de 17,6 millions d'euros à 216,5 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'est établie à 22,7 %, en amélioration de +100 points de base par rapport à l'année précédente, grâce à une solide croissance du chiffre d'affaires et une base de coûts d'exploitation qui est restée quasiment stable.

**Transport** : Au premier semestre 2025, la marge opérationnelle a progressé de 26,1 millions d'euros à 62,9 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'est établie à 9,6 %, en forte hausse de +380 points de base d'une année sur l'autre, tirée par la solide croissance du chiffre d'affaires dans le monde, malgré la baisse du chiffre d'affaires en Chine, et grâce à des conditions contractuelles ajustées, en particulier en Chine.

**Affichage** : Au premier semestre 2025, la marge opérationnelle a progressé de 2,3 millions d'euros à 28,1 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle s'est établie à 10,9 %, soit +80 points de base par rapport à l'année précédente, malgré une croissance nulle du chiffre d'affaires grâce à une bonne maîtrise de notre base de coûts.

### RÉSULTAT D'EXPLOITATION <sup>(4)</sup>

Au premier semestre 2025, notre résultat d'exploitation a progressé de +6,2 % à 126,3 millions d'euros, incluant un impact positif de +0,7 million d'euros (contre +6,4 millions d'euros au S1 2024) de la dépréciation nette sur immobilisations corporelles et incorporelles et un impact négatif de base de comparaison lié à la plus-value de cession d'une partie de notre participation dans APG|SGA pour 45,2 millions d'euros au premier semestre 2024. Notre résultat d'exploitation hors éléments non récurrents a progressé de +114,7 % à 88,7 millions d'euros, porté par la hausse de la marge opérationnelle.

Notre résultat d'exploitation avant charge de dépréciation en pourcentage du chiffre d'affaires a atteint 6,7 %, +50pb par rapport au S1 2024, +300pb hors plus-value de cession d'une partie de notre participation dans APG|SGA.

### RÉSULTAT FINANCIER <sup>(5)</sup>

Au premier semestre 2025, le résultat financier a été globalement stable d'une année sur l'autre s'élevant à -64,4 millions d'euros, une variation négative de 0,5 million d'euros par rapport au S1 2024, dont -35,3 millions d'euros d'intérêts financiers sur les dettes locatives IFRS 16 et -29,1 millions d'euros d'autres charges financières nettes.

### SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE, IFRS

Au premier semestre 2025, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 19,0 millions d'euros contre 13,8 millions d'euros au premier semestre 2024, soit une hausse de 5,1 millions d'euros reflétant l'amélioration de la performance opérationnelle globale de nos sociétés mises en équivalence, y compris grâce à des conditions contractuelles ajustées en Chine.

### RÉSULTAT NET PART DU GROUPE, IFRS

Au premier semestre 2025, notre résultat net part du Groupe après charge de dépréciation a diminué de 18,5 millions d'euros à 75,9 millions d'euros contre 94,4 millions d'euros au premier semestre 2024. Notre résultat net part du Groupe avant charge de dépréciation s'élève à 76,4 millions d'euros, en baisse de 13,5 millions d'euros par rapport à 89,9 millions d'euros au premier semestre 2024, mais en hausse +86,1 % sur un an hors éléments non-récurrents (tels la plus-value de cession d'une partie de notre participation dans APG|SGA).

### INVESTISSEMENTS NETS

Au premier semestre 2025, les investissements nets (acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, nettes des cessions d'actifs) ont été en baisse de -15,6 % sur un an à 118,8 millions d'euros, soit 6,4 % du chiffre d'affaires contre 7,8 % au premier semestre 2024. Le digital a représenté 39,9 % de ces investissements nets.

## **CASH-FLOW DISPONIBLE <sup>(6)</sup>**

Notre capacité d'autofinancement <sup>(7)</sup> a augmenté de 14,9 millions d'euros (+10,7 %) d'une année sur l'autre au premier semestre 2025, pour atteindre 153,7 millions d'euros. Cette croissance est principalement tirée par l'amélioration de la marge opérationnelle. Elle a été partiellement compensée par la hausse des intérêts financiers nets versés (10,9 millions d'euros), en raison d'un décalage temporaire entre les intérêts reçus et payés, par la hausse des paiements d'impôts (11,7 millions d'euros), reflétant l'amélioration des performances, et par la réduction des dividendes reçus, principalement au titre d'APGISGA, suite à la vente partielle de notre participation en 2024.

Notre cash-flow disponible avant variation du besoin en fonds de roulement a augmenté de 36,8 millions d'euros, devenant positif, alors qu'il avait été légèrement négatif au premier semestre 2024.

Alors que notre cash-flow disponible, négatif comme habituellement en cette période de l'année étant donné la saisonnalité de notre activité, a été impacté négativement par des décalages temporaires dans le besoin en fonds de roulement à fin juin 2025, atteignant -64,9 millions d'euros au premier semestre 2025. Ces effets de calendrier comprennent une moindre utilisation de l'affacturage, pour -25 millions d'euros, une baisse du niveau des dettes fournisseurs, en raison de la réduction des dépenses d'investissement et des stocks, et des décalages temporaires dans les paiements des clients entre la fin du deuxième trimestre et le début du troisième trimestre.

## **DETTE NETTE <sup>(8)</sup>**

Notre structure financière est très solide, avec notamment une baisse continue de notre endettement financier net depuis le 30 juin 2024 (moins 43,9 millions d'euros), atteignant 912,9 millions d'euros au 30 juin 2025. Nous avons un profil de liquidité robuste, comprenant 1 milliard d'euros en trésorerie, et une ligne de crédit revolving confirmée de 825 millions d'euros, encore non utilisée, avec une échéance en 2030, sans remboursements obligatoires avant 2028. Comparativement au 31 décembre 2024, l'endettement net a augmenté de 156,6 millions d'euros, principalement en raison de la saisonnalité de notre activité et du versement du dividende aux actionnaires.

## **DIVIDENDE**

Le dividende de 0,55 € par action au titre de l'exercice 2024, approuvé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 mai 2025, a été mis en paiement le 21 mai 2025, pour un montant total de 117,7 millions d'euros.

## **DROITS D'UTILISATION ET DETTES LOCATIVES, IFRS 16**

Le droit d'utilisation IFRS 16 au 30 juin 2025 s'élève à 1 811,4 millions d'euros contre 1 954,7 millions d'euros au 31 décembre 2024, une baisse de 143,2 millions d'euros liée à l'amortissement des droits d'utilisation, aux renégociations et résiliations de contrats et à un effet de change négatif partiellement compensé par les nouveaux contrats, les renouvellements de contrats et les mises à jour des minima garantis.

Les dettes locatives IFRS 16 ont diminué de 205,6 millions d'euros, passant de 2 337,3 millions d'euros au 31 décembre 2024 à 2 131,7 millions d'euros au 30 juin 2025. La diminution, principalement liée aux remboursements de dettes locatives, aux renégociations et aux résiliations de contrats ainsi qu'à l'impact négatif des taux de change, est partiellement compensée par les nouveaux contrats, les renouvellements de contrats et les mises à jour des minima garantis.

## **Performance ESG**

Nous avons réaffirmé l'excellence de nos pratiques de développement durable, reconnues comme les meilleures de leur catégorie par les agences de notation extra-financière, dont notre classement sur la liste A du CDP pour la deuxième année consécutive et l'obtention de la médaille d'or EcoVadis.

Notre modèle économique est vertueux pour répondre aux défis climatiques, comme l'illustre sa part élevée de chiffre d'affaires, près de 50 %, alignée sur la réglementation européenne de la taxonomie verte. Notre stratégie climat visant à atteindre le Net Zéro Carbone d'ici 2050 a été validée par le SBTi en juin 2024. Grâce à la poursuite de nos actions environnementales, le Groupe a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2, 3 – *market-based*) de près de 30 % en 2024 par rapport à 2019.

## **Perspectives**

En ce qui concerne le troisième trimestre, nous prévoyons désormais une croissance organique légèrement négative à un chiffre (« low single digit »), compte tenu d'un effet de comparaison négatif d'environ 410 points de base lié aux Jeux Olympiques de Paris 2024 et à l'Euro UEFA et de l'absence d'amélioration des chiffres de ventes attendue en Chine. Cependant, par rapport à 2023, la croissance organique est attendue en hausse à un chiffre élevé (« high single digit »).

**Prochaines informations :**

Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2025 : 6 novembre 2025 (après bourse)

**Chiffres clés de JCDecaux**

- Chiffre d'affaires 2024 : 3 935,3 millions d'euros – S1 2025 : 1 868,3 millions d'euros
- N°1 mondial de la communication extérieure
- Une audience journalière de 850 millions de personnes dans plus de 80 pays
- 1 091 811 faces publicitaires dans le monde
- Une présence dans 3 894 villes de plus de 10 000 habitants
- 12 026 collaborateurs
- JCDecaux est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris et fait partie des indices SBF 120 et CAC Mid 60
- La trajectoire de réduction carbone Groupe de JCDecaux a été validée par le SBTi et l'entreprise a rejoint l'indice Euronext Paris CAC® SBT 1,5°
- JCDecaux est référencé en matière de performance extra-financière dans les classements CDP (Liste A), MSCI (AAA), Sustainalytics (13,1) et classé Or par EcoVadis
- 1<sup>ère</sup> entreprise de communication extérieure à rejoindre le RE100
- Leader dans le vélo en libre-service : pionnier de la mobilité douce
- N°1 mondial du mobilier urbain (629 737 faces publicitaires)
- N°1 mondial de la publicité dans les transports avec 157 aéroports et 257 contrats de transport dans les métros, bus, trains et tramways (340 848 faces publicitaires)
- N°1 européen de l'affichage grand format (83 472 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Europe (736 310 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Asie-Pacifique (178 010 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Amérique Latine (89 526 faces publicitaires)
- N°1 de la communication extérieure en Afrique (22 490 faces publicitaires)
- N°2 de la communication extérieure au Moyen-Orient (20 689 faces publicitaires)

Pour plus d'information : [www.jcdecaux.com](http://www.jcdecaux.com)

Retrouvez-nous sur X, LinkedIn, Facebook, Instagram et YouTube

**Déclarations de nature prévisionnelle**

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document d'enregistrement universel déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir une copie de ce document d'enregistrement universel auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ou directement auprès de la Société sur le site [www.jcdecaux.com](http://www.jcdecaux.com).

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

**Direction de la Communication :** Albert Asséraf

+33 (0) 1 30 79 79 10 – [albert.asseraf@jcdecaux.com](mailto:albert.asseraf@jcdecaux.com)

**Relations Investisseurs :** Rémi Grisard

+33 (0) 1 30 79 79 93 – [remi.grisard@jcdecaux.com](mailto:remi.grisard@jcdecaux.com)

## Annexes

### CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL

Croissance organique	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+5,3 %	+3,6 %	<b>+4,3 %</b>
Transport	+6,1 %	+0,8 %	<b>+3,2 %</b>
Affichage	+4,6 %	-3,7 %	<b>0,0 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>+5,5 %</b>	<b>+1,6 %</b>	<b>+3,3 %</b>

### Indicateurs alternatifs de performance

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1er janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1er janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'utilisation à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- d'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;
- d'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).

Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur ces indicateurs alternatifs de performance, comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliés avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2025, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos indicateurs alternatifs de performance ont été les suivants :

- -135,6 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires (-141,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2024); le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 732,7 millions d'euros (1 666,7 millions d'euros au premier semestre 2024).
- -32,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 281,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle (-21,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 299,8 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2024) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 556,5 millions d'euros (539,4 millions d'euros au premier semestre 2024).
- -23,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 45,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation avant charge de dépréciation (-15,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 49,1 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2024) ; le résultat d'exploitation IFRS avant charge de dépréciation est donc de 147,0 millions d'euros (146,4 millions d'euros au premier semestre 2024).

- -23,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 45,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation après charge de dépréciation (-15,3 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 48,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2024) ; le résultat d'exploitation IFRS après charge de dépréciation est donc de 147,8 millions d'euros (152,6 millions d'euros au premier semestre 2024).
- 6,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements nets (16,0 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2024) ; les investissements nets IFRS sont donc de -112,6 millions d'euros (-124,8 millions d'euros au premier semestre 2024).
- 9,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 301,2 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible (-3,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 307,0 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2024) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 246,2 millions d'euros (283,1 millions d'euros au premier semestre 2024).

Le rapprochement complet entre les indicateurs alternatifs de performance et les chiffres IFRS est présenté à la page 12 du présent communiqué.

### NOTES DE DÉFINITIONS

- (1) **Chiffre d'affaires** : Il comprend au prorata le chiffre d'affaires des sociétés sous contrôle conjoint.
- (2) **Croissance organique** : La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires hors effet de change et effet de périmètre. L'exercice de référence reste inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *prorata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liées aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.
- (3) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs. Elle intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules).
- (4) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels. Il intègre au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires, hors contrats immobiliers et de location de véhicules).
- (5) **Résultat financier** : Hors impact des charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (respectivement -4,0 millions d'euros et -3,5 millions d'euros au S1 2025 et S1 2024).
- (6) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions. Il inclut au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacement destinés à des structures publicitaires) et nos contrats « non-core business » (contrats immobiliers et de location de véhicules).
- (7) **Capacité d'autofinancement** : Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement. Elle inclut au prorata les données des sociétés sous contrôle conjoint et exclut l'impact de la norme IFRS16 sur nos contrats « core business » (contrats de location d'emplacement destinés à des structures publicitaires) et nos contrats « non-core business » (contrats immobiliers et de location de véhicules).
- (8) **Dette nette** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires, excluant les impacts non-cash IAS 32 (dette sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments



financiers de couverture) et excluant les dettes locatives IFRS 16.

## CROISSANCE ORGANIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>m€</i>		T1	T2	S1
Chiffre d'affaires 2024	a)	801,6	1 006,1	1 807,6
Chiffre d'affaires IFRS 2025	b)	797,7	935,0	1 732,7
Impacts de l'IFRS 11	(c)	60,3	75,3	135,6
Chiffre d'affaires 2025	d) = b) + c)	858,0	1 010,3	1 868,3
Effets de change	e)	-1,5	24,2	22,7
Chiffre d'affaires 2025 aux taux de change 2024	f) = d) + e)	856,5	1 034,5	1 891,0
Variation de périmètre	g)	-11,0	-12,5	-23,5
Chiffre d'affaires organique 2025	(h) = (f) + (g)	845,5	1 022,0	1 867,5
Croissance organique	(i) = (h) / (a) - 1	+5,5 %	+1,6 %	+3,3 %

IMPACT DES TAUX DE CHANGE AU 30 JUIN 2025		
<i>m€</i>		
BRL		7,9
AUD		6,0
MXN		3,9
GBP		-2,9
Autres		7,8
<b>Total</b>		<b>22,7</b>
<i>Taux de change moyen</i>	<b>S1 2025</b>	<b>S1 2024</b>
BRL	0,1589	0,1822
AUD	0,5804	0,6089
MXN	0,0459	0,0541
GBP	1,1872	1,1699

## RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES IAP ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2025				S1 2024			
	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES <sup>(1)</sup>	DONNÉES IFRS	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES <sup>(1)</sup>	DONNÉES IFRS
m€								
<b>Chiffre d'affaires</b>	1 868,3	(135,6)		1 732,7	1 807,6	(141,0)		1 666,7
Charges d'exploitation nettes	(1 560,9)	103,3	281,3	(1 176,2)	(1 546,2)	119,2	299,8	(1 127,2)
<b>Marge opérationnelle</b>	307,4	(32,3)	281,3	556,5	261,4	(21,8)	299,8	539,4
Pièces détachées de maintenance	(22,5)	1,0		(21,5)	(22,2)	0,7		(21,5)
Amortissements et provisions (nets des reprises) <sup>(2)</sup>	(167,5)	9,4	(236,3)	(394,4)	(175,6)	8,8	(250,9)	(417,7)
Autres produits et charges opérationnels	8,2	(1,9)	0,2	6,5	49,0	(2,9)	0,2	46,3
<b>Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation</b>	125,6	(23,8)	45,2	147,0	112,6	(15,3)	49,1	146,4
Charges nettes de dépréciation <sup>(3)</sup>	0,7		0,1	0,8	6,4		(0,3)	6,1
<b>Résultat d'exploitation après charges de dépréciation</b>	126,3	(23,8)	45,3	147,8	118,9	(15,3)	48,9	152,6

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(2) Les amortissements et provisions (nets des reprises) en données IAP, incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour respectivement -196,3 millions d'euros et -197,9 millions d'euros au S1 2025 et au S1 2024, et les reprises de provisions nettes des dotations pour respectivement 28,8 millions d'euros et 22,2 millions d'euros au S1 2025 et au S1 2024.

(3) Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2025				S1 2024			
	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES <sup>(1)</sup>	DONNÉES IFRS	DONNÉES IAP	IMPACT DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	IMPACT IFRS 16 DES SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES <sup>(1)</sup>	DONNÉES IFRS
m€								
<b>Capacité d'autofinancement</b>	153,7	(6,1)	269,5	417,0	138,9	3,1	280,0	422,0
Variation du besoin en fonds de roulement	(99,8)	9,9	31,7	(58,2)	(18,2)	(22,8)	26,9	(14,1)
<b>Flux nets des activités opérationnelles</b>	54,0	3,8	301,2	358,8	120,7	(19,7)	307,0	407,9
Investissements	(118,8)	6,2		(112,6)	(140,7)	16,0		(124,8)
<b>Cash-flow disponible</b>	(64,9)	9,9	301,2	246,2	(20,1)	(3,8)	307,0	283,1

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

## FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2025

### Evolution du portefeuille de contrats

- **France**

En avril, JCDecaux SE a annoncé avoir remporté, après une mise en concurrence menée par la Ville de Rennes, le contrat de mise à disposition, d'entretien et d'exploitation des mobiliers urbains pour l'information (MUPI) et services associés de la Ville de Rennes (227 000 habitants) pour une durée de 9 ans.

- **Reste du Monde**

En février, JCDecaux SE a annoncé que JCDecaux ATA Saudi a remporté la concession publicitaire exclusive pour 10 ans de l'aéroport international King Fahd de Dammam, ainsi que des aéroports internationaux d'Al-Ahsa et d'Al Qaisumah, gérés par Dammam Airports Company (DACO), à l'issue d'un appel d'offres.

En mai, JCDecaux SE a annoncé qu'Extime JCDecaux Airport a signé un contrat avec Airport International Group (AIG) pour gérer les activités publicitaires à partir du 1er août 2025 à l'aéroport Queen Alia International à Amman, en Jordanie, qui accueille plus de neuf millions de passagers chaque année.

### Autres événements

- **Groupe**

En février, JCDecaux SE a annoncé avoir été une nouvelle fois reconnu pour son leadership en matière de transparence et de performance environnementale dans le cadre de la lutte contre le changement climatique par l'organisation internationale à but non lucratif CDP (Carbon Disclosure Project) et se maintient pour la deuxième année consécutive dans la liste A du classement annuel..

En mars, JCDecaux SE a annoncé le départ à la retraite de Daniel Hofer, Membre du Directoire et Directeur Général Allemagne, Autriche, Europe Centrale et Orientale et Asie Centrale de JCDecaux, qui quittera ses fonctions opérationnelles à compter du 31 août 2025. Il conservera certains mandats en qualité d'administrateur de sociétés sélectionnées et continuera de représenter le Groupe au sein du conseil d'administration de WOO (World Out of Home Association). Daniel Hofer ne sera pas remplacé pour le moment au sein du Directoire de JCDecaux.

En mai, JCDecaux SE a annoncé que David Bourg, membre du Directoire et Directeur Général Finance et Systèmes d'Information Groupe depuis 2015 est nommé Directeur Général Finance, Systèmes d'Information et Opérations Groupe, à compter du 1er juin 2025. Son périmètre inclura désormais, en plus de ses fonctions actuelles, les activités du Bureau d'Etudes, de la Direction Achats, Stock et Production, de la Direction des Designs, de la Direction de l'Exploitation Internationale ainsi que de la Direction des Projets

- **Europe**

En février, JCDecaux SE, a annoncé son intention de doubler le parc de mobiliers urbains digitaux 2m² à Londres. Cet investissement positionnera plus encore la communication extérieure comme un média puissant, avec l'installation de 1 000 nouveaux écrans du London Digital Network (LDN), portant le total à 2 000 écrans. Ces implantations seront réalisées dans des quartiers en plein essor de la ville, tels que Battersea, Canning Town, Elephant and Castle, King's Cross, Wandsworth et Wembley. Environ 670 de ces écrans innovants vont être installés sur les arrêts de bus de TfL à travers Londres. Chaque emplacement sera sélectionné afin de générer la plus grande visibilité et le meilleur impact pour les annonceurs.

- **Reste du monde**

En février, JCDecaux SE a annoncé que sa filiale JCDecaux Top Media, détenue majoritairement, a acquis High Traffic Media, acteur majeur de la communication extérieure au Panama (4,4 millions d'habitants).

## PERSPECTIVES

À l'occasion de la publication des résultats semestriels 2025, **Jean-François Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

*"En ce qui concerne le troisième trimestre, nous prévoyons désormais une croissance organique légèrement négative à un chiffre (« low single digit »), compte tenu d'un effet de comparaison négatif d'environ 410 points de base lié aux Jeux Olympiques de Paris 2024 et à l'Euro UEFA et de l'absence d'amélioration des chiffres de ventes attendue en Chine. Cependant, par rapport à 2023, la croissance organique est attendue en hausse à un chiffre élevé (« high single digit »)."*

## TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

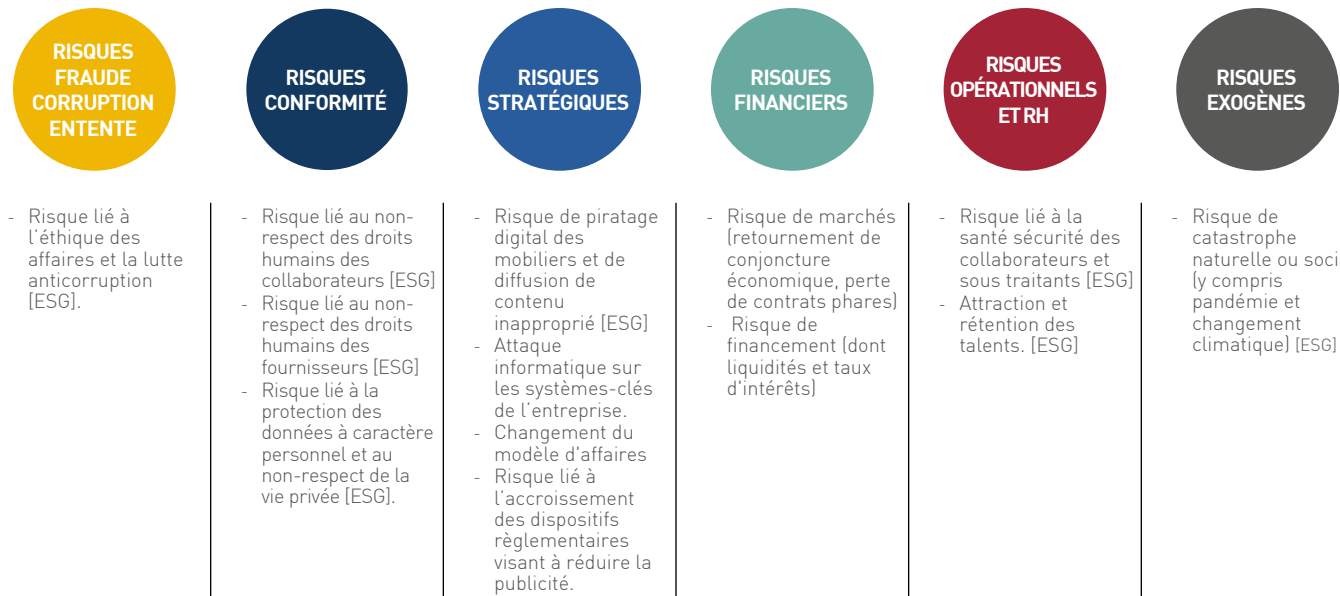
Le paragraphe 8 des « Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés - S1 2025 » en page 35 rend compte des transactions avec les parties liées.



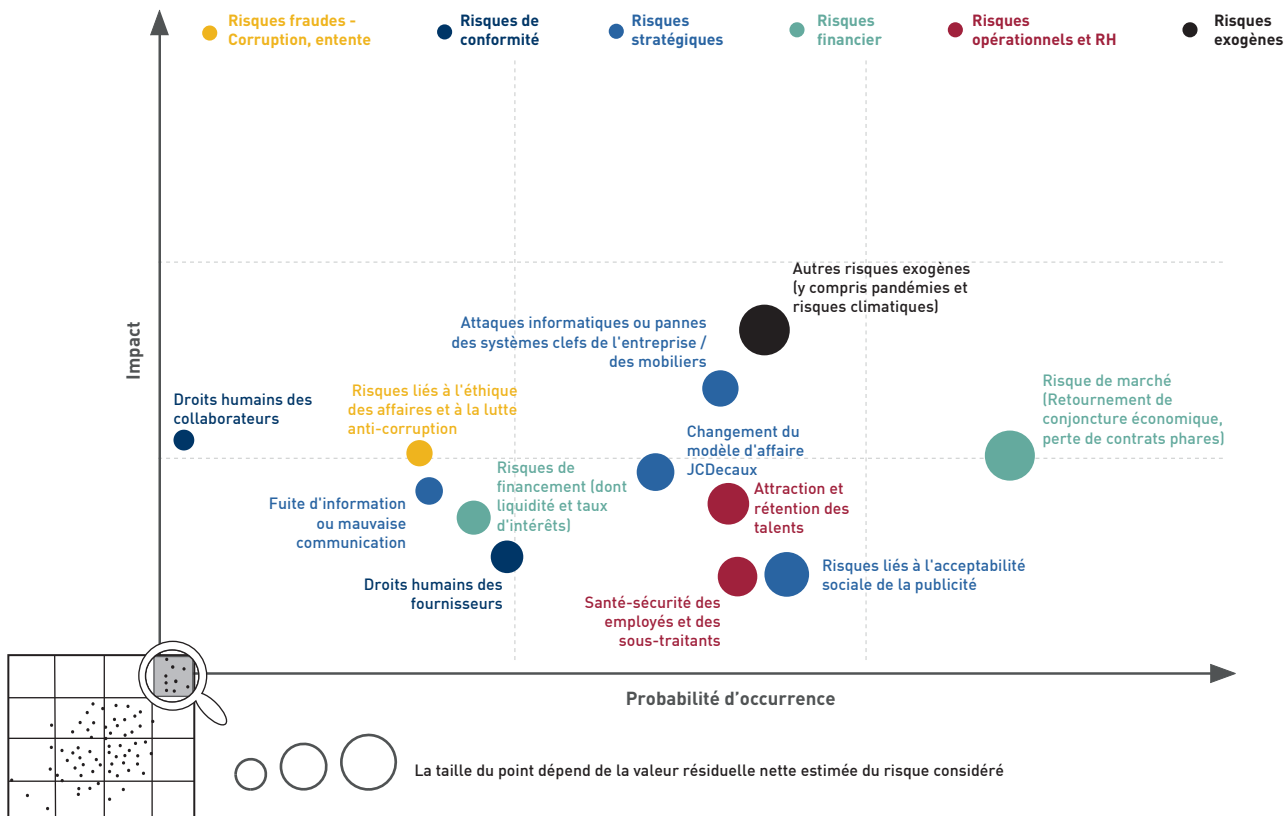
## FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

Comme précisé dans le chapitre précédent et en application du Règlement Européen du 14 juin 2017, le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés comme spécifiques et significatifs, puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risques, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD).



Dans le cadre de sa revue 2024 des risques, le Groupe a identifié 119 risques dont les principaux sont détaillés dans les chapitres suivants. Les risques les plus significatifs sont présentés dans le graphique ci-dessous :



Les procédures mises en place au sein du Groupe pour la gestion des risques sont présentées en p. 260 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

Risques liés à l'activité du Groupe

Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs. Le risque lié à des pratiques fiscales non responsables fait également partie de cette catégorie.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) : il s'agit du risque lié à l'éthique des affaires et à la lutte contre la corruption.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES DE FRAUDE, CORRUPTION, ENTENTE			
Risque lié à l'éthique des affaires - lutte anti-corruption [ESG]	***	**	*

Présentation du risque

L'activité du Groupe est très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés.

La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché.

JCDecaux est aussi particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Gestion du risque

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Éthique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe.

Cette Charte Éthique, révisée en 2018 dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Sapin II en France, fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

Cette Charte, son mode de diffusion ainsi que le rôle du Comité d'Éthique et de la RSE en charge de veiller à sa bonne application, sont présentés en p. 118 et p.193 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

Les informations concernant le suivi et la gestion des risques liés à l'éthique des affaires et à la lutte anti-corruption, sont disponibles dans le chapitre 2.1.4 Adopter une conduite exemplaire des affaires (ESRS G1) en p. 118 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

### Famille : Risques de Conformité aux lois et réglementations

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) se retrouvent dans cette famille :

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES DE CONFORMITÉ AUX LOIS ET RÉGLEMENTATIONS			
Risque lié au non-respect des droits humains / salariés [ESG]	***	**	*
Risque lié au non-respect des droits humains / fournisseurs [ESG]	***	**	*
Risque lié à la protection des données à caractère personnel et au non-respect de la vie privée [ESG]	***	**	*

#### RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / SALARIÉS [ESG]

##### Présentation du risque

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 80 pays et 21,2 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doit bénéficier du respect de ses droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

##### Gestion du risque

L'ensemble des informations concernant le suivi et la gestion des risques liés aux droits humains est disponible dans le chapitre 2.1.3.1.4 Droits humains (S1-1, S1-4, S1-5, S1-17), en p. 100 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

#### RISQUE LIÉ AU NON-RESPECT DES DROITS HUMAINS / FOURNISSEURS [ESG]

##### Présentation du risque

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs clefs et nouveaux fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

##### Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans les chapitres Promouvoir l'éthique avec nos partenaires et 2.1.4.2 Gestion des relations avec les fournisseurs (G1-2) en p. 118 et p. 120 du Document d'Enregistrement Universel 2024. Dans ce chapitre sont également présentés les plans d'actions actuellement en place.

#### RISQUE LIÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET AU NON-RESPECT DE LA VIE PRIVÉE [ESG]

##### Présentation du risque

Dans le cadre et pour les besoins de ses différentes activités, les sociétés du Groupe JCDecaux sont amenées à traiter des données à caractère personnel. Ces données concernent à la fois des personnes externes à l'entreprise, notamment les contacts personnes physiques des tiers avec lesquelles elles entretiennent des relations commerciales (clients, prestataires, fournisseurs, bailleurs, concédants, etc.), les usagers des services de vélos en libre-service ou encore les candidats à l'embauche et, en leur qualité d'employeur, leurs salariés et autres membres du personnel. JCDecaux garantit à l'ensemble des personnes concernées la protection de leur vie privée et de leurs données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elles bénéficient, dans le respect des réglementations applicables.

##### Gestion du risque

Afin de réduire le risque associé à des traitements non- responsables ou à des violations de données, JCDecaux a mis en place un dispositif dédié :

- Une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination d'un Data Protection Officer (DPO) ou d'un Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction Juridique de chaque pays/zone hors UE
- Des politiques et procédures dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités Groupe concernées
- Des actions de formation (digital learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux
- Afin d'assurer la sécurité des Systèmes d'Information, un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI), assisté d'un réseau de correspondants régionaux et de managers SI présents dans chaque pays du Groupe, déploie la Politique Sécurité Informatique de JCDecaux.

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans les chapitres 2.1.3.1.11. Assurer la protection des données à caractère personnel (S1-1, S1-4, S1-5) et 2.1.3.3.2. Protection des données à caractère personnel personnelles des utilisateurs finaux (S4-1) en p. 110 et p.117 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

## Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Les informations concernant les risques financiers sont disponibles dans le chapitre « Annexes aux comptes consolidés », en p. 342 à 344 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

Les 2 principaux risques identifiés sur cette famille sont les suivants :

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
<b>RISQUES FINANCIERS</b>			
Risque Marché-lié à la conjoncture économique	***	***	***
Risque de financement (dont liquidité et taux d'intérêts)	**	**	*

### RISQUE LIÉ À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

#### Présentation du risque

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

La crise économique suite à la crise sanitaire de la Covid-19 illustre parfaitement ce risque de retournement brutal et non prévisible des marchés.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

#### Gestion du risque

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté. La répartition du chiffre d'affaires par zone géographique est présentée en p. 4 du présent Rapport Financier Semestriel

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

### RISQUE DE FINANCEMENT

#### Présentation du risque

Le Groupe est exposé à différents risques financiers notamment les risques de liquidité et de financement. Son objectif est de minimiser ces risques, par le choix de politiques financières adaptées.

#### Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre 7.1. Risques liés à l'activité et politique de gestion de ces risques, en p. 342 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

### Famille : Risques Stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques : la capacité à adresser les changements de business model ou la chute brutale des audiences en font partie. Les principaux risques de cette famille sont les suivants :

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES STRATÉGIQUES			
Risque lié à l'accroissement des dispositifs réglementaires visant à réduire la publicité	***	**	**
Attaque informatique sur les systèmes-clés de l'entreprise	***	***	**
Risque de piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié [ESG]	***	**	*

### RISQUE LIÉ À L'ACCROISSEMENT DES DISPOSITIFS RÉGLEMENTAIRES VISANT À RÉDUIRE LA PUBLICITÉ

#### Présentation du risque

D'un point de vue général, le marché de la communication extérieure est réglementé aux niveaux local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération, mais aussi en ce qui concerne le contenu des visuels autorisés.

Les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.

#### Gestion du risque

En France, où la pression réglementaire est forte et ancienne (via notamment les Règlements Locaux de Publicité qui réglementent les dispositifs situés en extérieur), JCDecaux dispose de compétences et d'une organisation dédiées (via la Direction des Relations Institutionnelles, la Direction de la Coordination Règlementaire et un Pôle Affaires Publiques composé de juristes spécialisés) pour veiller à l'application de la réglementation et en suivre toutes les évolutions, afin d'anticiper et de gérer au mieux ce risque.

Sur nos autres géographies, nous n'avons pas identifié de pression similaire nécessitant à ce stade, la mise en place d'une organisation comme celle présente en France.

Par ailleurs, s'agissant de l'environnement, principal objet des propositions de loi, le groupe a pris depuis plusieurs années de nombreuses mesures. JCDecaux est la seule entreprise du secteur de la communication extérieure au monde à avoir rejoint en 2019 le RE 100 (coalition internationale des entreprises engagées vers l'objectif 100 % énergies renouvelables). En 2024, JCDecaux est référencé dans la prestigieuse liste A du CDP (Carbon Disclosure Project) pour la seconde année consécutive, maintenant le Groupe au niveau « Leadership ». Le Groupe est également classé Or par EcoVadis et est par ailleurs référencé dans l'indice FTSE4Good et le classement MSCI.

Pour réduire son empreinte carbone et faire face aux risques du dérèglement climatique, JCDecaux a défini une Stratégie Climat ambitieuse à l'échelle du Groupe, alignée sur les ambitions de l'Accord de Paris et visant le Net Zéro Carbone en 2050. Pour ce faire, JCDecaux s'est engagé dans une trajectoire validée par l'initiative Science-Based Targets (SBTi) en 2024 avec des objectifs de réduction de ses émissions en valeur absolue à court et long terme.

Dans une démarche proactive, JCDecaux a souhaité renforcer en 2024 l'application des recommandations de la TCFD (Taskforce on Climate-related Financial Disclosures), en réalisant une analyse de risques tenant compte de différents scénarios climatiques.

Plus d'informations sont disponibles dans le chapitre 2.1.2.1. Déployer une Stratégie Climat ambitieuse visant le net zéro (ESRS E1), et 2.1.2.1.1. Évaluation des impacts, risques et opportunités matériels et leur interaction avec la stratégie et le modèle économique (ESRS 2 SBM-3 et IRO-1) en p. 74 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

### ATTAQUE INFORMATIQUE SUR LES SYSTÈMES-CLÉS DE L'ENTREPRISE

#### Présentation du risque

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes à l'appui de ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

#### Gestion du risque

Les systèmes d'information du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réel les éventuelles anomalies de fonctionnement.

Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines,...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

Enfin, le Groupe a complété sa politique IT en souscrivant auprès d'une compagnie d'assurance de premier plan, une police d'assurance Cyber Enterprise Risk Management afin de couvrir les conséquences financières d'une atteinte aux Systèmes Informatiques et aux données personnelles ou confidentielles détenues et gérées par le Groupe.



RISQUE DE PIRATAGE DIGITAL DES MOBILIERS ET DE DIFFUSION DE CONTENU INAPPROPRIÉ [ESG]

Présentation du risque

JCDecaux diffuse des campagnes digitales dans 68 pays par l'intermédiaire de plus de 245 000 faces publicitaires. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Les principaux risques identifiés sont des risques de défacement ou d'atteinte à la continuité de service. Avec des effets d'autant plus graves dans ce dernier cas, que les messages diffusés pourraient être offensants et néfastes.

Gestion du risque

JCDecaux a mis en œuvre depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la

Direction des Infrastructures rattachée au Directeur des Systèmes d'Information du Groupe et in fine au Directeur Général Finance, SI et Administration, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture au niveau du Groupe et applicable dans tous les pays, d'outils de monitoring et de surveillance 24/7, via notamment un SOC de procédures et de guides opératoires, de dispositifs de contrôles (Audits, tests de vulnérabilité, etc), de travaux de veille cybersécurité, afin d'assurer la couverture de l'ensemble des risques identifiés. En 2024, JCDecaux a obtenu la certification ISO 27001 du système de diffusion digital, ce qui témoigne de l'engagement du Groupe à poursuivre l'amélioration de la cybersécurité engagée depuis plusieurs années.

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre 2.1.3.3 Assurer la sécurité de nos activités digitales (S4-1, S4-4, S4-5), en p. 117 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

Famille : Risques Opérationnels & RH

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance). Cette catégorie traite notamment des risques liés au développement du capital humain, du risque de harcèlement ou encore du risque de perte d'un collaborateur clé de l'entreprise.

Les 2 principaux risques relatifs à cette famille sont 2 risques traités au titre de la la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD).

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES OPÉRATIONNELS & RH			
Risque lié à la santé sécurité des collaborateurs et sous-traitants [ESG]	***	**	**
Attraction et rétention des talents [ESG]	***	***	**

SANTÉ SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS ET DES SOUS-TRAITANTS

Présentation du risque

En tant qu'afficheur publicitaire et fournisseur de supports de mobiliers, JCDecaux est un employeur de terrain, notamment dans des environnements urbains. C'est pourquoi la Santé et Sécurité au Travail constitue l'une des priorités de JCDecaux sur le volet social de son activité. Plus précisément, le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 50 % de l'effectif total du Groupe en 2024, est le plus exposé aux risques d'accidents et incidents. En effet, ses activités peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipements électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées et le travail dans des lieux à forte densité du public

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre 2.1.3.1.6 Faire rayonner une culture de Santé-Sécurité exemplaire (S1-1, S1-4, S1-5, S1-14), en p. 102 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

ATTRACTION ET RÉTENTION DES TALENTS

Présentation du risque

Dans un contexte général de pénurie des candidatures, JCDecaux doit se montrer attractif sur le marché de l'emploi pour attirer de nouveaux talents d'une part, et performant en tant qu'employeur pour assurer leur rétention d'autre part. À ces effets, le Groupe s'emploie non seulement à créer des conditions de travail favorables à l'épanouissement et à la réalisation des ambitions de chacun de ses collaborateurs, mais aussi à gagner en visibilité, en notoriété et à se rendre désirable sur le marché de l'emploi grâce au renforcement de sa marque employeur. Depuis 2022, « l'Attraction et la Rétention des talents » a été identifiée comme un risque majeur. En 2023 JCDecaux a formalisé une politique sociale à l'échelle du Groupe.

Gestion du risque

Les informations concernant le suivi et la gestion de ces risques sont disponibles dans le chapitre 2.1.3.1 Agir en employeur responsable (ESRS S1), en p. 97 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

### Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social, politique, climatique ou pandémique.

En effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut subir les effets liés à de tels évènements.

FACTEUR DE RISQUE	IMPACT	PROBABILITÉ D'OCCURENCE	ÉVALUATION NETTE DU RISQUE
RISQUES EXOGENES			
Risque de catastrophe naturelle ou sociale (y compris pandémie et changement climatique) [ESG]	***	*	**

### RISQUE DE CATASTROPHE NATURELLE OU SOCIALE (Y COMPRIS PANDEMIE)

#### Présentation du risque

Le risque de catastrophe naturelle ou de pandémie recouvre de nombreux enjeux couverts par plusieurs riques de la cartographie:

- Enjeux d'ordre général:
  - Risque lié à la dégradation de la conjoncture économique
  - Risque lié à la chute des audiences urbaines et dans les moyens de transports
- Enjeux opérationnels:
  - Risque lié aux indisponibilités / restrictions d'accès aux locaux ou aux dispositifs de l'entreprise
  - Risque lié à la mise en oeuvre des nouvelles conditions de travail et enjeux de sécurité associés.
- Enjeux humains:
  - Risque lié à des évènements pouvant mettre en danger la santé des collaborateurs
  - Risque lié à l'incapacité de gérer les risques psychologiques et d'assurer le bien-être des équipes
- Enjeux financiers:
  - Risque lié à la défaillance de clients clés
  - Risque de manque de liquidités

#### Focus Risques climatiques

Les risques climatiques représentent à la fois les risques de transition et les risques physiques liés au changement climatique.

La transition vers une économie bas-carbone peut nécessiter d'importants changements politiques, juridiques, technologiques et commerciaux pour répondre aux exigences d'atténuation et d'adaptation liées au changement climatique. En fonction de la nature, de la rapidité et de l'orientation de ces changements, les risques de transition peuvent poser des niveaux variables de risques financiers et de réputation aux organisations.

Les risques physiques résultant du changement climatique peuvent être liés à des événements (aigus) ou à des modifications à plus long terme (chroniques) des régimes climatiques. Les risques physiques peuvent avoir des implications financières pour les organisations, comme des dommages directs sur leurs actifs ou des impacts indirects dus à la perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Les performances financières des organisations peuvent également être affectées par des changements dans la disponibilité, l'approvisionnement et la qualité de l'eau, la sécurité alimentaire et les événements de températures extrêmes affectant les locaux, les opérations, la chaîne d'approvisionnement, les besoins en transport et la sécurité des employés.

Le changement climatique constitue donc un défi majeur d'adaptation des activités et des opérations de JCDecaux dans plus de 80 pays d'implantation, avec des risques physiques et de transition à différents niveaux d'exposition et de sévérité sur l'ensemble de sa chaîne de valeur : accès aux ressources, hausse du coût de l'énergie, pression des régulateurs et autres parties prenantes (clients, collaborateurs, partenaires, usagers, société civile...).

#### Gestion du Risque

Ce risque recouvrant plusieurs risques couverts par la cartographie, les informations concernant la gestion et le suivi de ces risques sont décrites et référencées dans les paragraphes qui précèdent ainsi que dans le chapitre Adaptation au changement climatique en p. 74 du Document d'Enregistrement Universel 2024.

Le Groupe considère que cette présentation couvre les principaux risques significatifs.

Les risques jugés non-significatifs mais présentés en conformité avec avec la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) sont décrits en p. 73 du Document d'Enregistrement Universel 2024, dans le chapitre Développement Durable.

## COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS – S1 2025

### ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

#### Actifs

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2025	31/12/2024
Goodwill		1 659,3	1 704,1
Autres immobilisations incorporelles		595,0	641,1
Immobilisations corporelles		1 213,0	1 261,3
Droits d'utilisation	§ 4.1	1 811,4	1 954,7
Titres mis en équivalence		368,9	381,8
Autres actifs financiers		38,1	49,2
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	0,0	0,0
Impôts différés actif		167,2	181,2
Créances d'impôts sur les sociétés		3,3	3,5
Autres créances		62,7	57,6
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>5 918,9</b>	<b>6 234,6</b>
Autres actifs financiers		12,8	16,0
Stocks		178,9	180,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	4,8	7,4
Clients et autres débiteurs	§ 4.2	811,9	815,8
Créances d'impôts sur les sociétés		25,0	11,7
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.5	66,4	86,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.5	953,4	1 262,3
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>2 053,2</b>	<b>2 380,4</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>7 972,2</b>	<b>8 615,0</b>

## Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2025	31/12/2024
Capital		3,3	3,3
Primes		612,4	612,4
Actions propres		-2,1	-2,4
Réserves consolidées		1 640,5	1 497,1
Résultat net part du Groupe		75,9	258,9
Autres éléments des capitaux propres		-277,3	-168,3
<b>CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE</b>		<b>2 052,7</b>	<b>2 201,0</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		100,4	115,5
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>§ 4.3</b>	<b>2 153,1</b>	<b>2 316,5</b>
Provisions	§ 4.4	320,5	341,4
Impôts différés passif		37,6	28,6
Dettes financières	§ 4.5	1 772,7	1 808,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		117,9	113,9
Dettes locatives	§ 4.6	1 536,4	1 679,2
Autres créditeurs		12,9	12,7
Passifs d'impôt exigible		0,8	2,4
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	0,0	0,0
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>3 798,9</b>	<b>3 986,2</b>
Provisions	§ 4.4	60,7	68,4
Dettes financières	§ 4.5	147,9	292,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		4,6	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.5	2,8	2,2
Dettes locatives	§ 4.6	595,3	658,1
Fournisseurs et autres créditeurs		1 177,6	1 239,4
Passifs d'impôt exigible		17,2	37,5
Concours bancaires	§ 4.5	14,2	9,4
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>2 020,2</b>	<b>2 312,3</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>5 819,1</b>	<b>6 298,5</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>7 972,2</b>	<b>8 615,0</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

### Compte de résultat

<i>En millions d'euros</i>		1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2025	1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2024
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>§ 4.7</b>	<b>1 732,7</b>	<b>1 666,7</b>
Coûts directs d'exploitation		-833,1	-800,0
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-343,2	-327,2
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE</b>		<b>556,5</b>	<b>539,4</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-393,6	-411,6
Perte de valeur des goodwill		0,0	-0,0
Pièces détachées maintenance		-21,5	-21,5
Autres produits opérationnels		17,1	59,3
Autres charges opérationnelles		-10,6	-13,0
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>§ 4.8</b>	<b>147,8</b>	<b>152,6</b>
<b>CHARGES D'INTÉRÊTS SUR DETTES LOCATIVES IFRS 16</b>		<b>-35,3</b>	<b>-38,1</b>
<i>Produits financiers</i>		<i>19,8</i>	<i>31,5</i>
<i>Charges financières</i>		<i>-52,8</i>	<i>-60,8</i>
<b>RÉSULTAT FINANCIER HORS IFRS 16</b>		<b>-33,0</b>	<b>-29,3</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>§ 4.9</b>	<b>-68,3</b>	<b>-67,3</b>
Impôts sur les bénéfices	§ 4.10	-13,7	5,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.11	19,0	13,8
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>		<b>84,8</b>	<b>104,0</b>
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		8,9	9,6
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>75,9</b>	<b>94,4</b>
Résultat de base par action (en euros)		0,355	0,442
Résultat dilué par action (en euros)		0,355	0,441
Nombre moyen pondéré d'actions		213 963 921	213 435 393
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		213 963 921	214 080 063



## Autres éléments du résultat global de l'exercice

En millions d'euros	1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2025	1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2024
<b>RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ</b>	<b>84,8</b>	<b>104,0</b>
Variation des écarts de conversion <sup>(1)</sup>	-125,2	16,0
Couverture des flux de trésorerie	-0,9	0,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	0,7	0,1
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) <sup>(2)</sup>	2,0	-8,3
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET</b>	<b>-123,3</b>	<b>7,8</b>
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs	2,9	3,4
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	-0,5	-0,4
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)	0,0	-0,0
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL NON RECLASSÉS ULTÉRIEUREMENT EN RÉSULTAT NET</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>
<b>TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>-120,9</b>	<b>10,7</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>-36,1</b>	<b>114,7</b>
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	-2,9	3,0
<b>RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE</b>	<b>-33,2</b>	<b>111,7</b>

(1) Sur le premier semestre 2025, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change dont -44,1 millions d'euros pour Hong Kong, -28,2 millions d'euros pour les Etats-Unis, -25,0 millions d'euros pour l'Australie, -9,5 millions d'euros pour le Royaume-Uni, -9,3 millions d'euros pour le Panama, -5,6 millions d'euros pour l'Arabie Saoudite, -5,3 millions d'euros pour le Guatemala et 15,8 millions d'euros pour la Chine. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -0,1 million d'euros suite aux variations de périmètre. Sur le premier semestre 2024, les écarts de conversion sont principalement liés à des variations de taux de change dont 10,8 millions d'euros pour Hong Kong, 7,2 millions d'euros pour l'Australie, 5,9 millions d'euros pour les Etats-Unis, 3,6 millions d'euros pour le Royaume-Uni, -6,3 millions d'euros pour le Brésil, -4,6 millions d'euros au Mexique et -3,3 millions d'euros pour la Chine.

(2) Inclut le montant de recyclage en résultat des réserves de conversion des sociétés mises en équivalence suite aux variations de périmètre pour -5,2 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

## ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2024

	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE											
	AUTRES ÉLÉMENTS DES CAPITAUX PROPRES											
	CAPITAL	PRIMES D'ÉMISSION	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES NON DISTRIBUÉES	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES DE CONVERSION	ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	AUTRES	TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL
En millions d'euros												
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2023	3,2	612,4	-0,6	1 513,3	-0,3	-129,4	-49,1	1,5	-177,3	1 951,0	95,9	2 046,9
Augmentation / Diminution de capital <sup>(1)</sup>									0,0	-0,0	0,3	0,3
Variation d'actions propres <sup>(2)</sup>									0,0	-1,3		-1,3
Achat			-23,1						0,0	-23,1		-23,1
Vente			21,7	0,0					0,0	21,8		21,8
Distributions de dividendes									0,0	0,0	-15,0	-15,0
Paielements en actions				1,2					0,0	1,2		1,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires <sup>(3)</sup>									0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre				-11,8		0,0	10,5		10,5	-1,4	1,9	0,5
Résultat de l'ensemble consolidé				94,4					0,0	94,4	9,6	104,0
Autres éléments du Résultat global					0,0	14,3	2,9		17,3	17,3	-6,6	10,7
Résultat global	0,0	0,0	0,0	94,4	0,0	14,3	2,9	0,0	17,3	111,7	3,0	114,7
Autres				0,0			0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2024	3,2	612,4	-2,0	1 597,2	-0,2	-115,1	-35,7	1,5	-149,5	2 061,3	86,2	2 147,4

(1) Augmentation de capital des sociétés contrôlées.

(2) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(3) Les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -3,5 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

## ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE												
AUTRES ÉLÉMENTS DES CAPITAUX PROPRES												
En millions d'euros	CAPITAL	PRIMES D'ÉMISSION	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES NON DISTRIBUÉES	COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE	RÉSERVES DE CONVERSION	ECARTS ACTUARIELS / PLAFONNEMENT DES ACTIFS	AUTRES	TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	3,3	612,4	-2,4	1 756,0	0,3	-127,6	-42,5	1,5	-168,3	2 201,0	115,5	2 316,5
Augmentation / Diminution de capital									0,0	0,0	0,0	0,0
Variation d'actions propres <sup>(1)</sup>			0,3	0,1					0,0	0,5		0,5
Achat			-30,0						0,0	-30,0		-30,0
Vente			30,4	0,1					0,0	30,5		30,5
Distributions de dividendes				-117,7					0,0	-117,7	-14,5	-132,2
Paielements en actions				4,4					0,0	4,4		4,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires <sup>(2)</sup>									0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre				-2,2					0,0	-2,2	2,5	0,3
Résultat de l'ensemble consolidé				75,9					0,0	75,9	8,9	84,8
Autres éléments du Résultat global					-0,7	-110,7	2,4		-109,1	-109,1	-11,8	-120,9
Résultat global	0,0	0,0	0,0	75,9	-0,7	-110,7	2,4	0,0	-109,1	-33,2	-2,9	-36,1
Autres				-0,1		0,0	-0,0		0,0	-0,1	-0,1	-0,2
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025	3,3	612,4	-2,1	1 716,4	-0,5	-238,3	-40,1	1,5	-277,3	2 052,7	100,4	2 153,1

(1) Variation des actions propres de JCDecaux SE dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(2) Les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -4,0 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

## TABEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros

		1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2025	1 <sup>ER</sup> SEMESTRE 2024
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS</b>		<b>98,5</b>	<b>99,0</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.11	-19,0	-13,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		25,2	37,0
Charges liées aux paiements en actions		4,4	1,2
Gains et pertes sur contrats de location		-5,2	-10,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions		394,8	411,5
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre		-14,7	-56,8
Charges nettes d'actualisation		7,7	6,9
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur dettes locatives IFRS 16		53,3	52,8
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres		-0,1	2,4
Intérêts payés sur dettes locatives IFRS 16		-39,5	-41,5
Intérêts financiers payés		-65,0	-67,1
Intérêts financiers reçus		17,3	30,0
Impôt sur le résultat payé		-40,7	-29,7
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>417,0</b>	<b>422,0</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		<b>-58,2</b>	<b>-14,1</b>
Variation des stocks		0,6	-29,8
Variation des clients et autres créances		-27,0	-11,5
Variation des fournisseurs et autres dettes		-31,9	27,3
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>		<b>358,8</b>	<b>407,9</b>
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles		-129,0	-143,0
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise <sup>(1)</sup>		-17,3	-4,4
Décaissements sur acquisitions d'autres immobilisations financières		-2,3	-16,3
<b>TOTAL INVESTISSEMENTS</b>		<b>-148,6</b>	<b>-163,7</b>
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles		16,3	18,3
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée <sup>(1)</sup>		0,2	87,7
Encaissements sur cessions d'autres immobilisations financières		7,9	2,9
<b>TOTAL DÉINVESTISSEMENTS</b>		<b>24,5</b>	<b>108,9</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS</b>		<b>-124,2</b>	<b>-54,8</b>
Distribution mise en paiement		-132,2	-15,0
Achat d'actions propres		-30,0	-23,1
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Réduction des capitaux propres		0,0	0,0
Remboursement d'emprunts		-214,0	-59,4
Remboursement des dettes locatives		-301,2	-307,0
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie		18,0	28,7
<b>BESOIN DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)</b>		<b>-659,5</b>	<b>-375,8</b>
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle		0,0	0,0
Augmentation des capitaux propres		0,0	0,3
Vente d'actions propres		30,5	21,8
Augmentation des emprunts		75,3	56,7
<b>DÉGAGEMENT DE TRÉSORERIE (FINANCEMENT)</b>		<b>105,8</b>	<b>78,7</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT</b>		<b>-553,6</b>	<b>-297,0</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>-319,0</b>	<b>56,1</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE D'OUVERTURE</b>		<b>1 252,9</b>	<b>1 593,3</b>
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements		5,4	-0,5
<b>TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE <sup>(2)</sup></b>		<b>939,3</b>	<b>1 649,0</b>

(1) Dont 0,8 million d'euros de trésorerie nette acquise sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025 contre aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024.

(2) Dont 953,4 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et -14,2 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2025 contre respectivement 1 663,5 millions d'euros et -14,5 millions d'euros au 30 juin 2024.

## **ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS**

1	Méthodes et principes comptables	27
2	Évolution du périmètre de consolidation	28
3	Information sectorielle	29
4	Commentaires sur l'état de situation financière et sur le compte de résultat	32
5	Commentaires sur les enjeux environnementaux	35
6	Commentaires sur les engagements hors-bilan	35
7	Saisonnalité	35
8	Information sur les parties liées	35
9	Événements subséquents	35

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

### 1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

#### 1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du premier semestre 2025, arrêtés par le Directoire du 22 juillet 2025 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

De façon générale, les valeurs figurant dans les tableaux sont exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

#### 1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés semestriels 2025 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A02023R1803-20240109>.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2024, à l'exception :

- De l'amendement IAS 1 : Absence de convertibilité.

L'application de cet amendement n'a pas d'impact sur les états financiers consolidés.

Enfin, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2025.

#### 1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

##### 1.3.1. Utilisation d'estimations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2025 ont été réalisées en intégrant les situations économiques de certaines géographies du Groupe, l'inflation, les coûts de l'énergie et l'évolution de la réglementation sur la publicité extérieure.

##### 1.3.2. Tests de perte de valeur

Étant donné le contexte macroéconomique, le Groupe a revu la performance des UGTs afin de conclure s'il y a lieu ou non de conduire un test de perte de valeur. Au 30 juin 2025, pour les UGTs présentant un indice de perte de valeur, les tests réalisés justifient l'absence de dépréciations, avec une valeur recouvrable supérieure aux actifs testés.

##### 1.3.3. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables et autres différences temporelles.

##### 1.3.4. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2025 est de 5,50% pour le Royaume-Uni (contre 5,30 % au 31 décembre 2024) et de 3,60% pour la zone Euro (contre 3,25 % au 31 décembre 2024). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 3,17 % (contre 2,85 % au 31 décembre 2024) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est de 2,1 % (contre 2,2 % au 31 décembre 2024).



## 2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 2.1. Principaux mouvements de périmètre

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2025 sont les suivantes :

#### Entrées de périmètre

Le 30 janvier 2025, JCDecaux Top Media SA (Panama), société détenue à 50,78 %, a acquis 100 % de la société High Traffic Media, S.A., un acteur majeur de la communication extérieure au Panama. Elle est consolidée selon la méthode de l'intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,78 %.

#### Variations du pourcentage de détention

En janvier 2025, Top Result Promotion Ltd (Chine) a augmenté de 4 % sa participation dans l'entreprise associée Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd [Chine]. Cette entreprise désormais détenue en contrôle conjoint à 45 % reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

### 2.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées en 2025 de la société High Traffic Media, S.A. (Panama) et dans une moindre mesure de la société Stratus (France) acquise en janvier 2025 ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

En millions d'euros		JUSTE VALEUR COMPTABILISÉE À LA DATE D'ACQUISITION
Actifs non courants		2,1
Actifs courants		5,8
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>7,9</b>
Passifs non courants		1,4
Passifs courants		5,5
<b>TOTAL PASSIFS</b>		<b>6,9</b>
ACTIF NET À LA JUSTE VALEUR À 100%	(a)	1,0
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	(b)	0,3
<b>CONTREPARTIE TOTALE TRANSFÉRÉE</b>	<b>(c)</b>	<b>14,5</b>
- dont des actifs apportés		0,0
- dont prix d'acquisition		14,5
<b>GOODWILL</b>	<b>(d)=(c)-(a)+(b)</b>	<b>13,8</b>
- dont Goodwill alloué aux sociétés mises en équivalence	(e)	0,0
<b>GOODWILL IFRS <sup>(1)</sup></b>	<b>(f)=(d)-(e)</b>	<b>13,8</b>
PRIX D'ACQUISITION		-14,5
Trésorerie nette acquise		0,8
ACQUISITIONS DE TITRES DE PARTICIPATION SUR L'EXERCICE		-13,8

(1) L'option de calcul du goodwill complet n'a pas été retenue.

L'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe des acquisitions réalisées en 2025 est respectivement de 3,2 millions d'euros et de 0,0 million d'euros.

### 3. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle du Groupe, basée sur le reporting de gestion opérationnelle élaboré pour le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), est établie sur la base des données historiques sous référentiel IFRS retraitées des deux impacts suivants :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle,
- L'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules (contrats « non core business ») : les redevances fixes des contrats « core business » entrant dans le champ d'application d'IFRS 16 sont maintenues dans la marge opérationnelle dans l'information sectorielle, et ce sur la base d'une reconnaissance des remises sur leur exercice de rattachement.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, sont en ligne avec cette information interne.

Ces données sont des indicateurs alternatifs de performance (IAP) présentés et commentés dans la communication financière externe.

Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16 (reconnaissance d'une dette locative et d'un droit d'usage au titre des redevances fixes et minimums garantis) et dont les effets au compte de résultat (amortissement du droit d'usage et actualisation de la dette locative) viennent remplacer la charge de loyer.

#### 3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels

##### 3.1.1. Sur le premier semestre 2025

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025 se présente comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES DONNÉES IAP
<b>Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup></b>	<b>952,0</b>	<b>658,3</b>	<b>258,0</b>	<b>1 868,3</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>216,5</b>	<b>62,9</b>	<b>28,1</b>	<b>307,4</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes <sup>(2)</sup>	-104,3	-26,4	-36,8	-167,5
Pièces détachées maintenance	-20,4	-0,8	-1,2	-22,5
Autres charges et produits opérationnels	11,6	-2,3	-1,1	8,2
<b>Résultat d'exploitation avant pertes de valeur</b>	<b>103,3</b>	<b>33,4</b>	<b>-11,1</b>	<b>125,6</b>
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur <sup>(3)</sup>	0,3	0,4		0,7
<b>Résultat d'exploitation après pertes de valeur</b>	<b>103,7</b>	<b>33,8</b>	<b>-11,1</b>	<b>126,3</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets <sup>(4)</sup></b>	<b>90,0</b>	<b>15,1</b>	<b>13,8</b>	<b>118,8</b>

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 676,6 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 191,7 millions d'euros.

(2) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -196,3 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour +28,8 millions d'euros.

(3) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation et reprises nettes des provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles IAP avec les données IFRS s'analyse comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES IAP <sup>(1)</sup>	IMPACT DES COENTREPRISES <sup>(2)</sup>	IMPACT IFRS 16 <sup>(3)</sup>	DONNÉES IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 868,3</b>	<b>-135,6</b>		<b>1 732,7</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>307,4</b>	<b>-32,3</b>	<b>281,3</b>	<b>556,5</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-167,5	9,4	-236,3	-394,4
Pièces détachées maintenance	-22,5	1,0		-21,5
Autres charges et produits opérationnels	8,2	-1,9	0,2	6,5
<b>Résultat d'exploitation avant pertes de valeur</b>	<b>125,6</b>	<b>-23,8</b>	<b>45,2</b>	<b>147,0</b>
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	0,7		0,1	0,8
<b>Résultat d'exploitation après pertes de valeur</b>	<b>126,3</b>	<b>-23,8</b>	<b>45,3</b>	<b>147,8</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b>	<b>118,8</b>	<b>-6,2</b>		<b>112,6</b>

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +33,6 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -29,8 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont +0,1 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -135,6 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires, se décompose en -139,9 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +4,3 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 732,7 millions d'euros.

L'impact de +281,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +45,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +281,3 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -236,3 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -0,3 million d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +0,4 million d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

### 3.1.2. Sur le premier semestre 2024

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024 se décompose comme suit :

En millions d'euros	MOBILIER URBAIN	TRANSPORT	AFFICHAGE	TOTAL DES ACTIVITÉS	PLUS-VALUE APG <sup>(2)</sup>	TOTAL DES DONNÉES IAP
<b>Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup></b>	<b>917,8</b>	<b>633,9</b>	<b>255,9</b>	<b>1 807,6</b>		<b>1 807,6</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>198,8</b>	<b>36,8</b>	<b>25,8</b>	<b>261,4</b>		<b>261,4</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes <sup>(3)</sup>	-113,8	-32,4	-29,5	-175,6		-175,6
Pièces détachées maintenance	-20,5	-0,5	-1,2	-22,2		-22,2
Autres charges et produits opérationnels	11,0	-6,9	-0,3	3,8	45,2	49,0
<b>Résultat d'exploitation avant pertes de valeur</b>	<b>75,6</b>	<b>-3,0</b>	<b>-5,2</b>	<b>67,4</b>	<b>45,2</b>	<b>112,6</b>
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur <sup>(4)</sup>	1,5	4,9		6,4		6,4
<b>Résultat d'exploitation après pertes de valeur</b>	<b>77,0</b>	<b>1,9</b>	<b>-5,2</b>	<b>73,8</b>	<b>45,2</b>	<b>118,9</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets <sup>(5)</sup></b>	<b>93,6</b>	<b>26,8</b>	<b>20,2</b>	<b>140,7</b>		<b>140,7</b>

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 611,3 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 196,3 millions d'euros.

(2) Plus-value de 45,2 millions d'euros sur cession de 13,56% de la société APGISGA, non répartie par activité.

(3) Les dotations aux amortissements et provisions nettes incluent les dotations aux amortissements nettes des reprises pour -197,9 millions d'euros et les reprises de provisions nettes pour 22,2 millions d'euros.

(4) Dépréciations nettes d'actifs corporels, incorporels et droits d'utilisation et reprises nettes des provisions pour pertes à terminaison relatives aux tests de pertes de valeur.

(5) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles IAP avec les données IFRS se décompose comme suit :

En millions d'euros	DONNÉES IAP <sup>(1)</sup>	IMPACT DES COENTREPRISES <sup>(2)</sup>	IMPACT IFRS 16 <sup>(3)</sup>	DONNÉES IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 807,6</b>	<b>-141,0</b>		<b>1 666,7</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>261,4</b>	<b>-21,8</b>	<b>299,8</b>	<b>539,4</b>
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-175,6	8,8	-250,9	-417,7
Pièces détachées maintenance	-22,2	0,7		-21,5
Autres charges et produits opérationnels	49,0	-2,9	0,2	46,3
<b>Résultat d'exploitation avant pertes de valeur</b>	<b>112,6</b>	<b>-15,3</b>	<b>49,1</b>	<b>146,4</b>
Dotations nettes relatives aux tests de perte de valeur	6,4		-0,3	6,1
<b>Résultat d'exploitation après pertes de valeur</b>	<b>118,9</b>	<b>-15,3</b>	<b>48,9</b>	<b>152,6</b>
<b>Investissements corporels et incorporels nets</b>	<b>140,7</b>	<b>-16,0</b>		<b>124,8</b>

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +31,2 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -28,1 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées. Dont -0,3 million d'euros d'impact sur les reprises nettes relatives aux tests de perte de valeur en Mobilier Urbain.

L'impact de -141,0 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires, se décompose en -146,8 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +5,8 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffre d'affaires intercompagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 666,7 millions d'euros.

L'impact de +299,8 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances des contrats core business des sociétés contrôlées. L'impact de +48,9 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +299,8 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -250,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur fins de contrats IFRS 16, -1,6 million d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +1,3 million d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

### 3.2. Information par zone géographique

#### 3.2.1. Sur le premier semestre 2025

L'information par zone géographique sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025 s'analyse comme suit (en données IAP) :

<i>En millions d'euros</i>	EUROPE <sup>(1)</sup>	ASIE-PACIFIQUE <sup>(2)</sup>	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD <sup>(3)</sup>	TOTAL
Chiffre d'affaires	562,7	395,3	328,1	248,4	192,3	141,5	1 868,3

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

#### 3.2.2. Sur le premier semestre 2024

L'information par zone géographique sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024 s'analyse comme suit (en données IAP) :

<i>En millions d'euros</i>	EUROPE <sup>(1)</sup>	ASIE-PACIFIQUE <sup>(2)</sup>	FRANCE	RESTE DU MONDE	ROYAUME-UNI	AMÉRIQUE DU NORD <sup>(3)</sup>	TOTAL
Chiffre d'affaires	542,2	387,1	318,7	236,7	195,1	127,9	1 807,6

(1) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Espagne, Autriche et Belgique.

(2) Principalement Chine et Australie.

(3) Principalement Etats-Unis.

### 3.3. Autres informations

#### 3.3.1. Sur le premier semestre 2025

La réconciliation du cash-flow disponible (IAP) avec les données IFRS sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES IAP	IMPACT DES COENTREPRISES <sup>(1)</sup>	IMPACT IFRS 16 <sup>(2)</sup>	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement <sup>(3)</sup>	153,7	-6,1	269,5	417,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-99,8	9,9	31,7	-58,2
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>54,0</b>	<b>3,8</b>	<b>301,2</b>	<b>358,8</b>
<b>INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS <sup>(4)</sup></b>	<b>-118,8</b>	<b>6,2</b>		<b>-112,6</b>
<b>CASH-FLOW DISPONIBLE</b>	<b>-64,9</b>	<b>9,9</b>	<b>301,2</b>	<b>246,2</b>

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

#### 3.3.2. Sur le premier semestre 2024

La réconciliation du cash-flow disponible (IAP) avec les données IFRS sur le 1<sup>er</sup> semestre 2024 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	DONNÉES IAP	IMPACT DES COENTREPRISES <sup>(1)</sup>	IMPACT IFRS 16 <sup>(2)</sup>	DONNÉES IFRS
Capacité d'autofinancement <sup>(3)</sup>	138,9	3,1	280,0	422,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-18,2	-22,8	26,9	-14,1
<b>FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>120,7</b>	<b>-19,7</b>	<b>307,0</b>	<b>407,9</b>
<b>INVESTISSEMENTS CORPORELS ET INCORPORELS NETS <sup>(4)</sup></b>	<b>-140,7</b>	<b>16,0</b>		<b>-124,8</b>
<b>CASH-FLOW DISPONIBLE</b>	<b>-20,1</b>	<b>-3,8</b>	<b>307,0</b>	<b>283,1</b>

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

(3) Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles hors variation du besoin en fonds de roulement.

(4) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

## 4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 4.1. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élèvent à 1 811,4 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2025 contre 1 954,7 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une diminution de 143,2 millions d'euros. La baisse, principalement liée à la charge d'amortissement du premier semestre, aux renégociations et fins de contrats et à un effet de change négatif, est en partie compensée par des nouveaux contrats, renouvellements et mises à jour de minima garantis.

### 4.2. Clients et autres débiteurs

La rubrique "Clients et autres débiteurs" s'élève à 811,9 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 815,8 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une diminution de 3,9 millions d'euros.

Le Groupe a réalisé au 30 juin 2025 une cession sans recours de créances commerciales pour un encours de 243,5 millions d'euros. Les créances clients cédées sont sorties de l'actif au 30 juin 2025 en application des dispositions d'IFRS 9, la quasi-totalité des risques et avantages associés aux créances cédées étant transférés aux banques.

### 4.3. Capitaux propres

Au 30 juin 2025, en l'absence d'émission de nouvelles actions sur le premier semestre 2025, le capital est inchangé par rapport au 31 décembre 2024 et s'établit à 3 264 372,84 euros divisé en 214 128 663 actions.

Au cours du semestre, le Groupe a accordé un nouveau plan d'actions gratuites portant sur 18 201 actions. Ce plan prévoit une période d'acquisition, assortie de conditions de présence et de performance. La juste valeur unitaire des actions retenue est de 14,16 €.

Le Groupe détient 139 425 actions propres au 30 juin 2025.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2025 a décidé le versement d'un dividende de 0,55 euro par action au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le dividende a été versé sur la base de 213 968 770 actions en circulation au 16 mai 2025 (nettes des 159 893 actions propres), soit un montant total distribué de 117,7 millions d'euros.

Au 30 juin 2025, JCDecaux SE est détenue à 65,28 % par la société JCDecaux Holding.

### 4.4. Provisions et passifs éventuels

Les provisions s'élèvent à 381,2 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 409,7 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une diminution de 28,5 millions d'euros, liée principalement à une diminution des provisions pour démontage ainsi que des provisions pour avantages au personnel.

Concernant les passifs éventuels, il est à noter que, le 12 avril 2022, le Groupe a reçu de l'Autorité de la Concurrence une « Notification de griefs relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la publicité extérieure en France » et a présenté ses observations dans le délai de deux mois imparti. Après analyse, cette dernière produira un rapport que le Groupe aura de nouveau deux mois pour commenter avant que le Collège de l'Autorité de la Concurrence ne soit saisi mais, à ce jour, l'Autorité de la Concurrence n'a toujours pas produit ce rapport du fait du contentieux qui nous oppose par ailleurs.

En effet, en parallèle de la procédure sur le fond, un contentieux est né relativement au déclassement d'informations extrêmement confidentielles de JCDecaux auquel l'Autorité de la Concurrence a procédé de façon inappropriée. Ce contentieux a donné lieu depuis avril 2022 à diverses procédures devant les tribunaux judiciaires et administratifs allant jusqu'à la saisine, par le Conseil d'Etat, du Tribunal des Conflits. Depuis mai 2022 toutes les décisions prises par la Cour d'appel ou la Cour de Cassation ont été favorables à JCDecaux. A date, une instance est toujours en cours devant la Cour de cassation dont on devrait connaître le résultat au second semestre 2025 au mieux lorsque cette dernière se sera prononcée sur un pourvoi de l'Autorité de la Concurrence.

Quoi qu'il en soit, sur le fond, le Groupe continuera à coopérer avec l'Autorité de la Concurrence et à lui fournir toutes les explications nécessaires pour dissiper ses interrogations mais il considère le grief infondé et n'a donc pas considéré opportun de constituer une provision.

#### 4.5. Dette Financière

		30/06/2025			31/12/2024		
<i>En millions d'euros</i>		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
<b>DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN</b>	<b>(1)</b>	<b>147,9</b>	<b>1 772,7</b>	<b>1 920,6</b>	<b>292,7</b>	<b>1 808,1</b>	<b>2 100,8</b>
Instruments financiers dérivés (actif)		-4,8		-4,8	-7,4		-7,4
Instruments financiers dérivés (passif)		2,8		2,8	2,2		2,2
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS DE COUVERTURE</b>	<b>(2)</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>-5,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-5,2</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie <sup>(*)</sup>		953,4		953,4	1 262,3		1 262,3
Concours bancaires		-14,2		-14,2	-9,4		-9,4
<b>TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>(3)</b>	<b>939,3</b>	<b>0,0</b>	<b>939,3</b>	<b>1 252,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1 252,9</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS DE TRÉSORERIE <sup>(**)</sup></b>	<b>(4)</b>	<b>66,4</b>	<b>0,0</b>	<b>66,4</b>	<b>86,4</b>	<b>0,0</b>	<b>86,4</b>
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE (HORS ENGAGEMENTS DE RACHAT DE MINORITAIRES)</b>	<b>(5)=(1)+(2)-(3)-(4)</b>	<b>-859,8</b>	<b>1 772,7</b>	<b>912,9</b>	<b>-1 051,8</b>	<b>1 808,1</b>	<b>756,3</b>

(\*) Au 30 juin 2025, le Groupe dispose de 953,4 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie contre 1 262,3 millions d'euros au 31 décembre 2024. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 2,7 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2025, contre 3,3 millions d'euros au 31 décembre 2024.

(\*\*) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2025 sont constitués de 49,5 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 48,9 millions d'euros au 31 décembre 2024) et de 16,9 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 37,5 millions d'euros au 31 décembre 2024).

L'impact de la revalorisation à la juste valeur de la dette financière du fait du coût amorti est le suivant (retraitement IFRS 9) :

		30/06/2025			31/12/2024		
<i>En millions d'euros</i>		PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL	PART COURANTE	PART NON COURANTE	TOTAL
<b>DETTE FINANCIÈRE BRUTE AU BILAN</b>		<b>147,9</b>	<b>1 772,7</b>	<b>1 920,6</b>	<b>292,7</b>	<b>1 808,1</b>	<b>2 100,8</b>
Impact du coût amorti		1,8	7,0	8,8	1,6	5,6	7,1
<b>DETTE FINANCIÈRE ÉCONOMIQUE</b>		<b>149,7</b>	<b>1 779,7</b>	<b>1 929,4</b>	<b>294,3</b>	<b>1 813,6</b>	<b>2 107,9</b>

Au 30 juin 2025, la dette financière du Groupe comprend principalement les emprunts obligataires portés par JCDecaux SE pour un montant total de 1 699,9 millions d'euros :

- 599,9 millions d'euros émis en 2020 à échéance avril 2028
- 500,0 millions d'euros émis en 2022 à échéance février 2030
- 600,0 millions d'euros émis en 2023 à échéance janvier 2029

Au 30 juin 2025, JCDecaux SE dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée non tirée d'échéance avril 2030 (avec deux extensions possibles d'un an) pour un montant de 825 millions d'euros, comprenant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros afin de pouvoir réaliser des tirages courts le jour même (swingline).

Cette ligne de crédit revolving mise en place en avril 2025 remplace la précédente ligne de crédit revolving du même montant d'échéance juin 2026.

Cette ligne impose le respect d'un covenant (dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5) en cas de notations financières inférieures à Baa3 (Moody's) et BBB- (Standard and Poor's), ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2025, le covenant n'est donc pas actif. Ce covenant cessera d'exister en cas d'amélioration de la notation financière à Baa2 (Moody's) ou à BBB (Standard and Poor's).

JCDecaux SE est notée « Baa3 » perspective stable par Moody's et « BBB- » perspective stable par Standard and Poor's (la dernière mise à jour de Moody's datant du 31 mars 2025, et celle de Standard and Poor's du 4 juin 2025).

#### 4.6. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 2 131,7 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 2 337,3 millions d'euros au 31 décembre 2024, soit une diminution de 205,6 millions d'euros. La baisse, principalement liée au remboursement de la dette locative, à des renégociations et fins de contrats et à un effet de change négatif, est compensée en partie par les nouveaux contrats, les renouvellements et les mises à jour de minima garantis.

#### 4.7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 1 732,7 millions d'euros sur le premier semestre 2025 comparativement à 1 666,7 millions d'euros sur le premier semestre 2024, soit une hausse de 4,0 %.

Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 1 550,7 millions d'euros sur le premier semestre 2025 (contre 1 479,5 millions d'euros sur le premier semestre 2024) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 182,0 millions d'euros sur le premier semestre 2025 (contre 187,2 millions d'euros sur le premier semestre 2024).

Le chiffre d'affaires digital IFRS s'élève à 688,9 millions d'euros sur le premier semestre 2025 comparativement à 615,0 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

#### 4.8. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2025, le résultat d'exploitation s'élève à 147,8 millions d'euros contre 152,6 millions d'euros sur le premier semestre 2024. L'amélioration de la marge opérationnelle de 17,0 millions d'euros est compensée par la hausse de 21,8 millions d'euros des charges nettes positionnées entre la marge opérationnelle et le résultat d'exploitation qui provient notamment :

- D'une baisse de 18,0 millions d'euros des dotations aux amortissements et provisions nettes liée principalement à une diminution de 12,9 millions d'euros des charges d'amortissements des droits d'utilisation ;
- D'une baisse de 42,2 millions d'euros des autres produits opérationnels s'élevant à 17,1 millions d'euros sur le premier semestre 2025 en lien avec les plus-values de cession d'actifs corporels pour 15,7 millions d'euros principalement au Royaume-Uni (contre 59,3 millions d'euros sur le premier semestre 2024 liés notamment à la plus-value de cession de 13,56 % de la société APG|SGA pour 45,2 millions d'euros et d'un actif corporel de 11,4 millions d'euros) ;
- D'une baisse de 2,4 millions d'euros des autres charges opérationnelles s'élevant à -10,6 millions d'euros sur le premier semestre 2025 (contre -13,0 millions d'euros sur le premier semestre 2024).

#### 4.9. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2025, le résultat financier s'élève à -68,3 millions d'euros contre -67,3 millions d'euros sur le premier semestre 2024. Cette diminution de 1,0 million d'euros provient principalement d'une hausse du coût de l'endettement net pour 3,6 millions d'euros et d'une diminution du résultat de change pour -1,1 million d'euros compensées en partie par l'évolution favorable des charges financières liées à l'IFRS16 de +2,7 millions d'euros et par une baisse de 1,0 million d'euros des autres charges financières nettes.

#### 4.10. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2025, le Groupe enregistre une charge d'impôt de -13,7 millions d'euros contre un produit d'impôt de 5,0 millions d'euros sur le premier semestre 2024. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill, prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et effet d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires ressort ainsi à 16,4 % sur le premier semestre 2025 contre -5,6 % sur le premier semestre 2024. Le taux effectif d'impôt reste très atypique sur les deux périodes présentées en raison de variations d'impôts différés actif importantes (reprises de provisions notamment aux Etats-Unis et dotations de provisions dans certaines autres géographies) sur les deux périodes et de la plus-value de cession d'APG|SGA non fiscalisée sur le premier semestre 2024.

#### 4.11. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2025, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à 1,6 million d'euros contre -0,5 million d'euros sur le premier semestre 2024, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à 17,3 millions d'euros sur le premier semestre 2025 contre 14,3 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

Suite aux prises de participations complémentaires dans la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd, un goodwill négatif a été enregistré pour 2,1 millions d'euros sur le premier semestre 2025 et 1,8 million d'euros au cours du premier semestre 2024.

Au cours du premier semestre 2024, suite à la finalisation de l'allocation du prix d'acquisition de la société IGP SPA, un goodwill négatif de 2,6 millions d'euros avait été enregistré.

## 5. COMMENTAIRES SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Pour réduire son empreinte carbone et faire face aux risques du dérèglement climatique, JCDecaux a défini une Stratégie Climat ambitieuse à l'échelle du Groupe, alignée sur les ambitions de l'Accord de Paris et visant le Net Zéro Carbone en 2050. Pour ce faire, JCDecaux s'est engagé dans une trajectoire Science-Based Targets (SBTi) avec des objectifs de réduction de ses émissions en valeur absolue à court et long terme :

- D'ici 2030 : réduire à minima de 72,8% les émissions des scopes 1 et 2, et de 46,2% les émissions du scope 3 en valeur absolue vs. 2019 (market-based)<sup>[1]</sup>
- D'ici 2050 : réduire à minima de 90% les émissions des scopes 1, 2 et 3 en valeur absolue vs 2019 (market-based).

Cette trajectoire de réduction a été revue et validée par le SBTi en juin 2024.

Les trois leviers d'actions principaux de cette stratégie Climat sont les suivants :

- Améliorer l'empreinte carbone de nos mobiliers et de leur exploitation (reconditionnement, sourcing de matériaux moins émissifs, écoconception)
- Réduire les émissions de nos opérations (véhicules à faibles émissions, éclairage intelligent de nos mobiliers, optimisation des écrans numériques)
- Optimiser les déplacements personnels et professionnels de nos collaborateurs (modes de transport alternatifs, réduction des kilomètres parcourus).

## 6. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

La principale source d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2025 par rapport au 31 décembre 2024 est une diminution de 207,7 millions d'euros des engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels liée notamment à un effet de change.

L'engagement du Groupe en matière de fourniture d'électricité est de l'ordre de 30 millions d'euros au 30 juin 2025 sur les principaux pays.

## 7. SAISONNALITÉ

L'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2025 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2025.

## 8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2025, il n'y a pas de variation significative dans l'état de situation financière des relations entre le Groupe et les parties liées. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2024.

## 9. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 24 juillet 2025, la période d'exercice d'un put d'une société en Europe a été étendu de 2029 à 2036. L'effet de cette extension sur le montant des dettes sur engagement de rachat de minoritaires sera comptabilisé sur le second semestre 2025.

<sup>[1]</sup> « Market-based » : émissions du scope 2 desquelles sont déduites les émissions couvertes par des certificats d'origine renouvelable. La méthodologie de calcul des émissions « market-based » est réalisée à l'aide des facteurs d'émissions nationaux, afin de garantir un calcul homogène sur l'ensemble de nos géographies, les facteurs d'émission des mix résiduels n'étant pas systématiquement disponibles.



## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE**

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société JCDecaux SE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

### **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

KPMG SA

Paris La Défense, le 30 juillet 2025

Jacques Pierre  
Associé

Guillaume Salommez  
Associé

Forvis Mazars SA

Levallois- Perret, le 30 juillet 2025

Francisco Sanchez  
Associé

[www.jcdecaux.com](http://www.jcdecaux.com)